



CHAPITRE 53

CHAPTER 53

Loi modifiant la charte de la cité de Verdun An Act to amend the charter of the city of Verdun

[Sanctionnée le 10 février 1955]

[Assented to, the 10th of February, 1955]

Préam-
bule.

ATTENDU que la cité de Verdun a, par sa pétition, représenté qu'il est dans l'intérêt de la cité, et qu'il est nécessaire pour la bonne administration de ses affaires, que sa charte, la loi 7 Édouard VII, chapitre 73, et les lois qui la modifient, soit de nouveau amendée; et

Attendu qu'il est à propos d'accéder à sa demande;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

S.R.,
c. 233,
s. 26, am.
pour la
cité.

1. L'article 26 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la cité de Verdun, en ajoutant, après le paragraphe 6°, le suivant:

Octrois
autorisés.

"7° En sus des octrois que la cité est déjà autorisée à verser en vertu de sa charte, octroyer par résolution du conseil, des deniers pour aider dans la cité ou ailleurs:

a) aux sociétés scientifiques, artistiques, littéraires, patriotiques, sportives ou récréatives;

b) à toutes communautés religieuses, hôpitaux, orphelinats et dispensaires;

c) à toutes institutions, associations, conférences ou organisations de charité, d'orientation, d'hygiène sociale, de tourisme et de bien-être social, moral ou physique;

d) aux associations de scoutisme et de guides;

e) aux foyers et maisons de refuge;

Preamble.

WHEREAS the city of Verdun has, by its petition, represented that it is in the interest of the city and necessary for the good administration of its affairs that its charter, the act 7 Edward VII, chapter 73, and the acts amending it, be again amended; and

Whereas it is expedient to grant its prayer;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. Section 26 of the Cities and Towns Act is amended, for the city of Verdun, by adding, after paragraph 6, the following:

R.S.,
c. 233,
s. 26, am.
for city.

"7. In addition to the grants which the city is already authorized to make under its charter, grant, by resolution of the council, moneys to assist in the city or elsewhere:

Grants
author-
ized.

a. scientific, artistic, literary, patriotic, athletic or recreational societies;

b. any religious community, hospital, orphanage and dispensary;

c. any institution, association, conference or organization existing for purposes of charity, vocational guidance, social hygiene, touristic or social, moral or physical welfare;

d. boy scouts and girl guides associations;

e. homes and houses of refuge;

f) pour maintenir ou aider à l'établissement et au maintien de bibliothèques publiques et musées publics, aux conditions que le conseil pourra imposer.

Limite.

Les octrois ainsi appropriés ne devront pas dépasser la somme totale de vingt-cinq mille dollars annuellement."

f. to maintain or aid in the establishment of public libraries and museums, on such conditions as the council may prescribe.

The grants so appropriated shall not exceed the total sum of twenty-five thousand dollars annually."

Limit.

S.R.,
c. 233,
a. 494,
rempl.
pour la
cité.

2. L'article 494 de la Loi des cités et villes remplacé, pour la cité, par l'article 7 de la loi 8 George VI, chapitre 53, est de nouveau remplacé, pour la cité, par le suivant:

2. Section 494 of the Cities and Towns Act replaced, for the city, by section 7 of the act 8 George VI, chapter 53, is again replaced, for the city, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 494,
replaced
for city.

Dépôt.

"494. Les estimateurs déposent le premier jour juridique de septembre de chaque année au bureau du conseil, le rôle d'évaluation; et avis public de ce dépôt est donné par le greffier dans les deux jours suivants.

"494. The assessors, on the first juridical day of September of each year, shall deposit the valuation roll in the office of the council; and public notice of such deposit shall be given by the clerk, during the two days following.

Deposit.

Avis.

L'avis comporte que le rôle restera ouvert à l'examen des intéressés ou de leurs représentants, durant les trente jours qui suivent celui du dépôt."

The notice shall state that the roll will remain open to the examination of parties interested, or their representatives, for the thirty days next following its deposit."

Notice.

S.R.,
c. 233,
a. 593,
rempl.
pour la
cité.

3. L'article 593 de la Loi des cités et villes, remplacé par l'article 18 de la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 32, est de nouveau remplacé, pour la cité, par le suivant:

3. Section 593 of the Cities and Towns Act, replaced by section 18 of the act 2-3 Elizabeth II, chapter 32, is again replaced, for the city, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 593,
replaced
for city.

Appro-
bation.

"593. Nonobstant toute disposition législative inconciliable, tout règlement qui décrète un emprunt doit, pour entrer en vigueur et devenir exécutoire, être approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil.

"593. Notwithstanding any inconsistent legislation provision, every by-law ordering a loan, in order to come into force and effect must be approved by the Lieutenant-Governor in Council.

Approval.

Assemblée
publique.

Dans les dix jours de l'adoption du règlement par le conseil et avant qu'il soit soumis à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, le greffier doit convoquer une assemblée publique des électeurs municipaux propriétaires d'immeubles imposables, par avis public d'au moins huit jours, indiquant le lieu, le jour et l'heure fixés par le conseil pour la tenue de cette assemblée.

Within the ten days of the adoption of the by-law by the council and before its being submitted for approval to the Lieutenant-Governor in Council, the clerk shall call a public meeting of municipal electors who are owners of taxable immoveables, by public notice of at least eight days, stating the place, day and hour fixed by the council for the holding of such meeting.

Public
meeting.

Prési-
dence.

Celle-ci est présidée par le maire ou le maire suppléant, ou, en leur absence, par l'un des échevins.

Such meeting shall be presided over by the mayor or the acting mayor or, in their absence, by one of the aldermen.

Presiding.

Procé-
dure.

Le greffier du conseil, agissant comme secrétaire de l'assemblée, lit le règlement et le soumet aux électeurs présents et habiles à voter sur tel règlement. Si, avant qu'il se soit écoulé une heure depuis l'ouverture de l'assemblée, cinquante de

The clerk of the council acting as secretary of the meeting shall read the by-law and submit the same to the electors present and qualified to vote on such by-law. If, within one hour of the opening of the meeting, fifty of such electors de-

Proceed-
ings.

ces électeurs demandent que le règlement d'emprunt soit soumis pour approbation aux électeurs municipaux propriétaires d'immeubles imposables, le président de l'assemblée doit fixer le jour de la votation sur ce règlement, à une date appropriée, dans les quarante jours suivants. Dans le cas où la votation n'aura pas été ainsi demandée, le règlement sera considéré approuvé."

mand that the loan by-law be submitted for the approval of the municipal electors who are owners of taxable immoveables, the chairman of the meeting shall fix the day for voting on such by-law, on a suitable date, within the forty following days. If a poll is not so demanded, the by-law shall be deemed to be approved."

1933,
s. 124,
s. 11,
emp.

4. L'article 11 de la loi 23 George V, chapitre 124, remplacé par l'article 2 de la loi 15-16 George VI, chapitre 67, est de nouveau remplacé, par le suivant :

4. Section 11 of the act 23 George VI, 1933, chapter 124, replaced by section 2 of the act 15-16 George VI, chapter 67, is replaced again replaced, by the following:

Indemnité
du maire
et aux
échevins.

"11. A compter du premier janvier 1955, le maire recevra comme indemnité, une somme annuelle de six mille dollars et chacun des échevins, une somme annuelle de deux mille cinq cents dollars, dont deux mille dollars quant au maire, et sept cents dollars quant aux échevins, à titre de dépenses inhérentes à leurs charges respectives; en plus, le maire et les échevins pourront, sur résolution du conseil, être remboursés à même les fonds généraux de la cité, des frais de voyage et de représentation faits dans l'intérêt de la cité."

"11. As from the first of January, 1955, the mayor shall receive, as an indemnity, an annual sum of six thousand dollars, and each of the aldermen an annual sum of two thousand five hundred dollars, of which two thousand dollars in the case of the mayor and seven hundred dollars in the case of the aldermen shall be for expenses inherent in their respective offices; in addition, the mayor and the aldermen may, upon resolution of the council, be reimbursed out of the general funds of the city for travelling and representation expenses incurred in the interest of the city."

950,
s. 83, s. 1,
emp.

5. L'article 1 de la loi 14 George VI, chapitre 83, est remplacé par le suivant :

5. Section 1 of the act 14 George VI, 1950, chapter 83, is replaced by the following:

Évaluation
de
certains
immeu-
bles.

"1. A compter du 19 mars 1955, l'évaluation totale des immeubles que la cité de Montréal possède ou possédera dans la cité de Verdun, est fixée à un million cent vingt-cinq mille dollars, pour déterminer le montant des taxes municipales que la cité de Montréal devra payer à la cité de Verdun et pour toutes autres fins quelconques; et ladite cité paiera, chaque année, à ladite cité de Verdun, à la date du paiement des taxes générales de ladite cité, la somme de un dollar et trente-cinq cents par cent dollars d'évaluation. Ce paiement tient lieu, à titre de commutation, de toute taxe et contribution foncière, cotisation, répartition annuelle ou spéciale ainsi que de toute taxe ou prix de l'eau que la cité de Verdun peut autrement imposer à ladite cité

"1. From and after the 19th of March, 1955, the total valuation of the immoveables possessed or to be possessed by the city of Montreal, in the city of Verdun, is fixed at one million one hundred and twenty-five thousand dollars for determining the amount of municipal taxes which the city of Montreal shall pay to the city of Verdun and for all other purposes whatsoever; and the said city shall pay, every year, to the said city of Verdun, on the date when the annual general taxes of the said city are paid, the sum of one dollar and thirty-five cents per hundred dollars of valuation. Such payments shall replace, as commutation, all taxes and contributions on immoveables, assessments, annual or special apportionments as well as all taxes or water-rates which the said city

de Montréal.

Durée. Cette commutation aura force et effet pour une période de deux années et s'appliquera aux taxes qui deviendront dues durant cette période.

Fins scolaires. Pour les fins scolaires, l'évaluation desdits immeubles durant ladite période, est fixée à un million cent vingt-cinq mille dollars."

Pavage de ruelles. 6. La cité de Verdun est autorisée à exécuter sous l'autorité de la loi 8 George VI, chapitre 53, article 17, mais sans qu'il soit nécessaire d'obtenir une requête des propriétaires intéressés, le pavage permanent des ruelles portant le numéro de cadastre 3,401, subdivisions 4, 10, 11, 16, 583, 595 et 597 de la paroisse de Montréal, situées dans la cité de Verdun.

Contrat continué. 7. Le contrat passé le 16 mars 1932 devant Me Jean Baudoin, N.P., entre la cité de Montréal et la cité de Verdun, pour la fourniture de l'eau est continué pour deux années à compter du 19 mars 1955.

Pension au maire. 8. La cité paiera à toute personne qui aura rempli la fonction de maire de la cité pendant quinze ans ou plus, et qui aura cessé de remplir ses fonctions, une pension annuelle de cinq mille dollars, payable par versements mensuels et égaux, et d'avance le premier jour de chaque mois, laquelle pension sera incessible et insaisissable.

Travaux urgents autorisés. 9. Sans autres formalités que l'adoption d'un règlement par le conseil, son approbation par le lieutenant-gouverneur en conseil et la Commission municipale de Québec, et sa promulgation en la manière ordinaire, la cité de Verdun est autorisée à effectuer des travaux urgents de reconstruction et d'amélioration au système d'égouts dans la municipalité et à emprunter un montant n'excédant pas huit cent mille dollars pour payer le coût desdits travaux.

Entrée en vigueur. 10. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

of Verdun may otherwise impose on the said city of Montreal.

Such commutations shall have force and effect for a period of two years and shall apply to taxes becoming due during such period.

For school purposes, the valuation of the said immoveables, during the said period, is fixed at one million one hundred and twenty-five thousand dollars."

6. The city of Verdun is authorized to carry out, under the act 8 George V, chapter 53, section 17, but without the necessity of obtaining a petition from the proprietors concerned, the permanent paving of the lanes bearing the cadastral number 3,401, subdivisions 4, 10, 11, 16, 583, 595 and 597 of the parish of Montreal, situated in the city of Verdun.

7. The agreement made on the 16th of March, 1932, before Jean Baudoin, N.P., between the city of Montreal and the city of Verdun, for the supplying of water, is continued for two years as from the 19th of March, 1955.

8. The city shall pay to every person who shall have held the office of mayor of the city for fifteen years or more, and shall have ceased to hold such office; an annual pension of five thousand dollars, payable, in equal monthly instalments and in advance, on the first day of each month, and such pension shall be inalienable, and exempt from seizure.

9. Without other formality than the adoption of a by-law by the council, its approval by the Lieutenant-Governor in Council and the Quebec Municipal Commission, and its promulgation in the ordinary manner, the city of Verdun is authorized to effect urgent reconstruction and improvement work to its sewer system, in the municipality and to borrow an amount not exceeding eight hundred thousand dollars to pay the costs of the said work.

10. This act shall come into force on the day of its sanction